

# Une médaille d'or accordée en 1742

Autor(en): **Charrière de Sévery, W. de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue historique vaudoise**

Band (Jahr): **28 (1920)**

Heft 3

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-22990>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

---

# REVUE HISTORIQUE VAUDOISE

---

## UNE MÉDAILLE D'OR

accordée en 1742, par LL. EE. de Berne, à M. de Montrond,  
président de la Chambre des réfugiés français.

(Le Refuge français à Lausanne.)

*(Suite et fin. — Voir 2<sup>me</sup> livraison, février 1920.)*

---

La Direction pourvoyait aux nombreuses obligations qui lui étaient imposées avec un zèle et une exactitude louables dont les registres font foi. Le soulagement des malades pauvres, en passage ou en séjour, dut être étendu aux Vaudois chassés pour la même cause des Vallées du Piémont. De même il fallut organiser des collectes en faveur des frères condamnés aux galères de France, et, à cette occasion, on constata que MM. de l'Académie y contribuèrent dès la première fois pour une somme dépassant 43 livres.

A plusieurs reprises les directeurs se trouvaient dans le cas de réprimer les abus de la mendicité commis par leurs pauvres, cela d'autant plus que Messieurs du Conseil ne ménageaient pas leurs plaintes à ce sujet.

Les ministres réfugiés avaient parfois à soulager leurs collègues de la ville dans leurs fonctions, et nous voyons, par exemple, M. Molitor, 1<sup>er</sup> diacre, déchargé entièrement de ses catéchismes généraux. A ces attributions, relevant de leur compétence, les directeurs devaient joindre la surveillance de leurs ressortissants ; les désordres commis par les ouvriers des manufactures et les querelles entre industriels jaloux n'étaient pas rares et il fallait les réprimer.

Au surplus, ce que nous taxerions aujourd'hui de péchés véniels était alors pris au grand tragique par nos devanciers et nous voyons sévir contre des réfugiés qui avaient commis l'excès « illégitime et scandaleux » de jouer au mail, sur Montbenon, à l'heure du catéchisme, et il fallait déléguer un Ancien à la visite de cette promenade dans un but de surveillance et même inviter les ministres à prêcher contre ce scandale. Ou bien on était obligé de censurer les filles du défunt médecin Chiron qui avaient « babillé au prêche de M. Merlat ». Deux autres demoiselles accusées d'être allées chez une devineresse s'excusaient en disant qu'elles avaient rencontré cette personne chez une amie malade, qu'elle leur avait pris la main comme de force pour leur dire la bonne fortune, « qu'elles en avaient grand déplaisir et demandaient pardon à Dieu et à la compagnie ».

Il arrivait aussi que les Très honorés seigneurs du Conseil eussent à se plaindre de ce que « après les soins qu'ils ont eus pour l'établissement des manufactures et fabriques, pour lesquelles ils ont employé de grands frais, dans l'espérance d'établir le commerce et de bonifier leur ville par ce moyen, ils voient que plusieurs manufacturiers et fabricants la quittent pour aller ailleurs, ce qui est très préjudiciable ».

L'assemblée des notables, invitée à porter remède à ce mal, déclare « s'y affectionner d'autant plus qu'elle sait la sainte charité qui embrase les Seigneurs de la ville envers ses pauvres, dont ils récréent les entrailles ». Après renseignements pris on apprend que les industriels français se ruinent 1° à cause de la cherté du loyer des maisons ; 2° par suite de la cherté des vivres plus grande à Lausanne qu'ailleurs ; 3° à cause des péages qui, au lieu d'avoir été diminués, leur ont été augmentés excessivement ; 4° à raison enfin du peu de débouchés qu'ils trouvaient à leurs marchandises. On ordonna la rédaction de mémoires sur cet objet et quatre membres de



l'assemblée furent chargés d'intervenir auprès des manufacturiers et fabricants pour les engager de continuer leur établissement dans la ville.

La répression du luxe incombait aussi aux directeurs des réfugiés ; il faut éviter l'abus des galons d'or et d'argent qui tend à s'accroître chez les personnes des deux sexes et on blâme, en outre, la mode en usage chez les femmes « de porter de grands peignoirs et dentelles extraordinaires à iceux, et aussi ces manchettes ez coudes et dentelles aussi longues et pendantes, ains se ranger à l'humilité ». Plus tard une injonction de même nature, émanée d'un des grands ministres, M. Combe, ayant été faite au sujet des hautes coiffes françaises « par lesquelles les demoiselles étrangères étaient en mauvais exemple à celles de la ville », les Anciens de la direction visitent les familles de leurs quartiers respectifs et y portent soit la sévérité de leurs exhortations, soit les conseils de la prudence.

La Direction avait aussi parfois à prendre fait et cause contre des crimes d'apostasie commis par quelques-uns de ses frères demeurés en France et que la violence de la persécution avait poussés à abjurer. Le 24 avril 1688, par exemple, quatre ministres, récemment arrivés de France, se présentent devant la compagnie pour faire amende honorable. Ils ont abandonné le saint ministère à la suite des sévices exercés contre eux dans le royaume et viennent, avec une profonde humiliation, avouer leur culpabilité, suppliant qu'on veuille leur donner la consolation dont ils ont besoin et avis salutaire sur la conduite qu'ils doivent garder pour réparer le scandale qu'ils ont donné à l'église.

La compagnie, après délibération, « leur a représenté la grandeur de leur crime et leur indignité, les a pressés de pleurer incessamment leur péché et de continuer à donner des marques véritables d'une sincère repentance et d'édifier



l'Eglise qu'ils ont scandalisée. Elle leur a rappelé que la discipline ne permettra de les rétablir à l'honneur du saint ministère qu'après qu'ils auront donné de bonnes et longues marques de repentance ». Quelque temps après, deux autres pasteurs se trouvèrent encore dans la même poignante situation.

Il advenait aussi, et ce fut le cas en 1694, que des réfugiés se rendissent clandestinement de l'autre côté du Jura pour revoir des parents âgés, recueillir quelque part de fortune ou pour tel autre motif. Pour plusieurs de ceux-ci un prochain retour pouvait être envisagé, mais souvent aussi, il leur arrivait de céder aux menaces et de se laisser aller à feindre les actes du catholicisme dont se contentaient à leur égard les pouvoirs publics en France. Les directeurs s'émurent à juste titre de ces défections. Ceux qui étaient de retour de pareils voyages étaient interrogés avec sévérité, et, si on conservait quelque doute sur leur fidélité, on refusait de les recevoir à *la paix de l'Eglise*, tout comme on adjurait *par la frayeur de Dieu* ceux qui étaient soupçonnés de projets aussi téméraires d'y renoncer absolument. Les pasteurs avaient à dénoncer du haut de la chaire les vellétés fâcheuses de leurs coreligionnaires et le danger de ces voyages où il était impossible qu'on ne mît pas en péril sa vie ou sa conscience.

Il est compréhensible que, malgré le bon accueil fait aux réfugiés français dans les cités suisses protestantes, leur présence dût, en se prolongeant, constituer une charge et parfois un danger et c'est pourquoi nous voyons les autorités bernoises s'efforcer de refouler ailleurs ceux des émigrés qui étaient sans ressources, quitte à garder les vieillards et les infirmes.

Messieurs du Conseil de Lausanne, à leur tour, pressent la Direction « de décharger la Ville », de telle sorte qu'à un moment où les précédents débouchés offerts aux réfugiés n'exis-

tent plus, comme du passé, de graves embarras naissent pour ceux-ci. M. de Mirmand mande de Zurich qu'il est urgent qu'on leur veuille continuer quelque temps encore le secours de la charité et que les choses ne tarderont pas à s'améliorer pour eux. Et plus tard il annonçait à la Direction que les réfugiés valides pourront se rendre dans le Brandebourg, mais que les infirmes risqueraient leur vie en se mettant en chemin.

Les ordres émanés du gouvernement de Berne sont un mélange de bonté et de rigueur. D'une part il fait des sommations et exige la sortie de tous les réfugiés, et, d'autre part, sur les instances de la Direction, il se laisse fléchir et on laisse les choses en l'état (1692).

L'année suivante il revient à la charge avec plus d'insistance et *tous les réfugiés* de leur obéissance sont invités au départ. Le blé tendait alors à devenir rare et la disette à s'étendre aux habitants du pays. Les Directions de Berne et de Lausanne supplient alors LL. EE. d'attendre les réponses des Princes protestants, et, comme l'envoyé extraordinaire d'Angleterre M<sup>r</sup> Coxe appuie les requêtes des réfugiés, Berne accorde de nouveaux délais, quitte à agir plus rigoureusement quand la saison le permettrait.

On avait espéré, à un moment donné, sortir des difficultés et trouver en Irlande un asile pour les sectateurs de la nouvelle foi<sup>1</sup>. M. de Mirmand, chargé des négociations, eut même une entrevue avec le roi d'Angleterre, à Bréda, d'où

<sup>1</sup> Dans une de ses lettres à son fils, M<sup>me</sup> de Sévery écrivait, en date du 16 juin 1752 : « Il y a en France une nouvelle persécution qui a fait sortir en foule des réfugiés, il y en a ici à Lausanne 140 et plus, qui n'ont apporté que leurs femmes et leurs enfants et leur bâton, on dit qu'ils doivent tous aller en Irlande, mais, en attendant il faut les assister, je donne L 4 par semaine, chacun fait selon son pouvoir, il est inouï la quantité de pauvres dont on est assailli. » L'auteur de la lettre était dans une situation de fortune très modeste. Elle était, elle-même fille du médecin Dr Du Clerc, réfugié à Lausanne pour cause de religion.



il se rendit ensuite à Londres pour le règlement des conditions découlant de ce projet. Mais le zèle et la bonne volonté de ceux qui s'employaient à cette solution ne réussit pas à surmonter le défaut des ressources pécuniaires et les obstacles opposés à l'exode entrevu pour les réfugiés, de sorte que le *statu quo* fut maintenu. Par bonheur un abaissement du prix des denrées rendit leur séjour dans notre pays moins précaire et quelques années s'écoulèrent sans que ceux de la Religion fussent trop molestés.

D'autres sujets d'inquiétude contribuèrent à rendre plus instable encore la situation de beaucoup de réfugiés. C'est ainsi que, vers 1695, les Baillis bernois reçoivent l'ordre d'appliquer à la succession de quelques-uns d'entre eux le droit d'*aubaine* ou de *déshérence*, et c'est en vertu de cet ordre que le Procureur patrimonial met l'embargo sur les biens d'un Simon Bosc, décédé à Montherond, qui avait institué Bernard Combes, son héritier. Les directeurs sont alors tentés d'élever des réclamations contre des mesures qu'ils estiment contraires au traitement qu'ils ont reçu jusqu'ici, mais, par prudence, ils se tiennent cois. Il semble, d'ailleurs, que LL. EE. tout en se réservant le droit strict d'appliquer la règle se soient souvent montrées disposées à user de clémence, cela d'autant plus que les Princes ayant accueilli des réfugiés dans leurs Etats les déclaraient *naturalisés*.

Ces déboires de diverse nature faisaient naître chez bon nombre de réfugiés le désir de rentrer un jour dans leur patrie, et cet espoir dont ils se berçaient s'accrut tout naturellement en 1697 lorsqu'on apprit que les Etats engagés dans les guerres pour la succession d'Angleterre étaient enclins à faire la paix.

Le rappel de la Révocation de 1685, ou le rétablissement de l'Edit de Nantes, demandé aux ambassadeurs réunis en



Hollande pour conclure la paix, dite de Ryswick, n'eut cependant pas de résultat, Louis XIV, alors au faîte de sa puissance, ayant fait déclarer par ses représentants qu'aucun réfugié qui ne rentrerait pas dans la communion romaine ne serait admis à réintégrer son pays d'origine.

Cela étant, les réfugiés n'eurent plus qu'à songer à un établissement définitif dans les terres hospitalières qui les avaient accueillis au moment de leur exil et à s'identifier de plus en plus avec les habitants du pays.

Les actes généreux portent la plupart du temps avec eux leur récompense et l'histoire a constaté de quel prix fut la présence des réfugiés pour l'Amérique du Nord, l'Angleterre, la Hollande, le Brandebourg. Chez nous, pareillement, les nouveaux venus déposèrent ce principe de civilisation industrielle et sociale qu'on ne saurait méconnaître, cela en dépit des susceptibilités des bourgeoisies et des jalousies des corporations. Dans nos campagnes et nos vignobles aussi leur influence bienfaisante fut incontestable.

Dans les villes, le fait a été souvent relevé, ils établirent des imprimeries, des tanneries, des chapelleries, des manufactures de toile, d'indienné, de soie et de draps, ainsi que des ateliers de toutes sortes ; par eux le commerce, qui se faisait principalement par le moyen des colporteurs, reçut une impulsion nouvelle. Lausanne, en particulier, acquit du fait des réfugiés une prospérité jusqu'alors inconnue. Faut-il citer, une fois de plus, les noms des Mercier, des Francillon, des Campart, des David, des Gély, des Renou, des Favre, des Bessières, et *tutti quanti*, pour souligner ce que nous avons reçu par le moyen des Français réfugiés.

On apprécie aussi les services que certains pasteurs, lettrés, savants et jurisconsultes rendirent à l'Académie de Lausanne et le lustre qu'ils lui donnèrent. Parmi ceux-ci les noms du pasteur Barbeyrac et de Jean Barbeyrac, le célèbre professeur de droit, brillent au premier rang.

D'autre part l'urbanité et la culture de l'esprit apportés par les gentilshommes et les notables du Refuge contribuèrent à élever le niveau dans les mœurs.

Il ne faut pas oublier non plus la fondation du *Séminaire français*, grâce à la création duquel Antoine Court put entretenir en France le protestantisme languissant. Réfugié en 1729 dans notre ville et reçu bourgeois, Court forma chez nous les élèves et les *proposants* qui se faisaient consacrer pour le martyre. C'est du séminaire créé par Court, au moyen de collectes faites dans toute l'Europe pour les *fidèles de la croix*, que sortit entre autres le dernier des pasteurs martyrs du *Désert*, ce *François Rochette*, qui périt sur l'échafaud, à Toulouse, en 1762, à l'âge de 26 ans, en même temps que les trois frères Grenier, gentilshommes verriers, qui avaient généreusement tenté de secourir leur pasteur et ami.

La position des réfugiés dans le Pays de Vaud n'était toutefois pas aussi favorable qu'elle ne l'était dans d'autres Etats, comme la Prusse et la Hollande, où des concessions de terres et de maisons, des exemptions d'impôts, des facilités de toutes sortes et surtout le droit de *bourgeoisie*, en même temps que l'entrée dans les corporations de métiers, leur avaient été octroyés dès le début.

A Lausanne et ailleurs les réfugiés n'étaient que *tolérés comme habitants* et ils n'y existaient que sous le bon vouloir des autorités locales et de LL. EE. de Berne.

La cordialité initiale déployée envers eux avait fait place dans la suite à des sentiments moins nobles, où la jalousie et la défiance entraient pour une part. Leurs succès industriels portaient ombrage aux gens de la ville et des frottements pénibles en résultèrent.

A vrai dire la société civile étant basée chez nous sur l'existence des communes, entre lesquelles le sol était réparti et qui conférait certains droits et privilèges, dits de bour-



geoisie, il est compréhensible qu'on n'aurait pu introduire facilement dans l'organisation fondamentale de ces cellules des éléments nouveaux et concurrents. Le statut qui régissait les réfugiés resta donc exceptionnel et bizarre. On le trouve résumé dans un acte souverain du 10/11 juin 1742, sur l'origine duquel il importe de donner quelques détails.

La Direction de Lausanne assistait régulièrement jusqu'ici les pauvres réfugiés du Bailliage, soit par des subsides envoyés de Berne, soit par le produit des collectes, mais ces ressources avaient à ce moment beaucoup diminué et cela d'autant plus que la Bourse avait dû habiller militairement quelques-uns de ses ressortissants faisant partie des troupes que le gouvernement bernois avait levées à l'occasion des troubles suscités entre le duc de Savoie et la Ville de Genève.

C'est alors que, voyant venir la malemparée, la Direction décida de remédier à sa détresse imminente et envoya à Berne M. le major de Montrond, lequel y fut accueilli avec une grande bienveillance. LL. EE. lui firent don, pour les pauvres de son ressort, d'une somme de cent écus blancs (300 livres) et pour lui-même d'une médaille d'or ayant d'une part les armes de l'Etat, et, de l'autre, une Minerve avec cette légende, *Nulla sine præmio virtus*<sup>1</sup>.

M. de Montrond était, en outre, chargé de porter à Lausanne l'acte dont il va être question.

Dans cet acte, LL. EE. confirmaient purement et simplement les lettres de protection concédées par Elles aux réfugiés en 1687 ; mais il était expressément réservé que la Direction de l'hôpital des Français réfugiés dans la Ville et Bailliage de Lausanne pour la religion « n'est point chan-

<sup>1</sup> Après avoir constaté combien étaient nombreuses et délicates les fonctions incombant au président de la Direction des réfugiés, on trouvera que la récompense décernée à M. de Montrond par LL. EE. de Berne en 1742, était bien méritée.



gée en *Corporation* ni érigée en *Communauté*, encore moins en *Bourgeoisie*, mais devra demeurer une simple *Direction*. Des pouvoirs assez étendus de contrôle sont délivrés à cette Direction, lui permettant de connaître de la vie, des mœurs, de l'origine et des *facultés* de ces réfugiés, de l'authenticité de leur religion et de donner à ce sujet les certificats nécessaires. Si un réfugié veut contracter mariage, la Direction s'assurera de ses moyens d'existence. Enfin, bien que ne formant pas même une *Communauté à part* on lui donne le droit de tirer du réfugié, désireux de devenir habitant du Bailliage ou de la Ville, ou voulant s'y marier, une certaine somme pour sa réception, laquelle ne pourra cependant pas dépasser *cent* francs. A ces faveurs le dit acte ajoute l'autorisation de faire une *loterie sur un pied avantageux au public*, et pour cette fois seulement.

Ensuite de cette loterie au capital de 84,000 fr. et de ces contributions régulières, la Bourse française commença à se relever et à former le capital qui, bien administré, est monté en fin de compte à la belle somme dont il se compose aujourd'hui (1860) et que nous avons citée plus haut.

L'auteur du Mémoire établit ensuite la statistique des réfugiés établis à Lausanne au cours du XVIII<sup>me</sup> siècle.

Quelques-uns d'entre eux ont pris des *lettres de naturalisation* et passé de la situation de *tolérés au bon vouloir* à celle d'*habitants perpétuels*. La Direction de la B. F. continuera néanmoins à subsister avec les prérogatives dont elle jouissait dès l'origine, mais comme ceux des réfugiés en mesure d'acquérir des bourgeoisies adoptaient de préférence cette solution qui leur garantissait une plus grande sécurité, les ressortissants de la B. F. étaient en décroissance sensible. En 1740 ils étaient encore à Lausanne au nombre de 1307, mais en 1771 on n'en comptait plus que 967, sur lesquels 248 recevaient des assistances.

Le régime de tolérance accordé aux réfugiés dans le Pays de Vaud conservait donc toujours un caractère un peu exceptionnel et inférieur ; ils avaient l'indigénat en quelque sorte, mais n'étaient pas, malgré leur coopération à presque tous les actes de la vie civile, des citoyens. Cette position insolite paraissait d'autant plus étrange qu'on s'éloignait du point de départ de leur établissement et qu'on semblait réclamer des mesures propres à la faire disparaître.

Il fallut la révolution politique de 1798 pour les provoquer. En vertu des lois organiques nées de l'acte de Médiation, la Direction fut érigée en Corporation reconnue et ses membres furent admis à exercer les droits civiques. Toutefois, en 1804, le Petit Conseil repoussa la demande de la Direction des réfugiés à Lausanne tendant à obtenir la transformation de la Corporation en commune. Il fut répondu « que la Direction ne pouvant être considérée comme un corps politique ou administratif constitutionnel, il n'y avait pas lieu à l'assimiler aux municipalités, ni à lui en accorder les attributions et notamment l'exemption du service militaire ».

Les constitutions de 1814 et de 1831 changèrent peu la situation des ressortissants de la Corporation française et se bornèrent à confirmer les privilèges à eux accordés lors du changement de régime. La Constitution de 1831, en particulier, en érigeant les communes en un *pouvoir* de l'Etat, s'ôtait les moyens d'élever à ce titre un établissement relativement récent et considéré dans le public comme d'essence étrangère.

La révolution de 1845, par contre, fit plus pour rapprocher la Bourse française de Lausanne et ses administrés de la condition commune à tous les Vaudois. La Direction de la B. F. n'étant pas issue du suffrage universel de la communauté dont elle gérait les intérêts et se recrutant elle-même,



ne pouvait être maintenue, comme précédemment, sur les mêmes bases. La loi constitutionnelle de 1845 établit donc que, pour exercer les droits de citoyen, il fallait être bourgeois d'une des communes du canton, ou attaché à l'une des corporations reconnues dans le canton et considérées comme Bourgeoisies, savoir, entre autres, les Bourses françaises. Ce principe admis, le 18 février 1848, la B. F. de Lausanne fut invitée à se constituer en Commune, c'est-à-dire à se former en Conseil général, existant à l'égard de la Direction dans les mêmes conditions que les Conseils généraux des communes vis-à-vis des municipalités.

La tendance à rapprocher dès l'origine de notre indépendance les ressortissants de la B. F. de la condition ordinaire des Vaudois devait faire naître l'idée d'une union plus étroite de ceux-là avec la Bourgeoisie de Lausanne, au sein de laquelle ils vivaient, et l'accroissement considérable du capital de la B. F. géré avec intégrité et prudence, ne pouvait qu'intensifier cette idée. Proposé à plus d'une reprise dès 1848 ce projet, comme toutes les questions complexes, ne fit son chemin que lentement, cela d'autant plus qu'il devait s'achopper à des questions de détail d'une solution malaisée. Les répartitions de bois et autres, dont jouissaient les bourgeois de la commune, en était une, et, si la B. F. était d'avis de renoncer pour ses ayants droit à ces avantages, les chefs de la commune lausannoise n'auraient pas volontiers consenti à distinguer dans leur communauté agrandie deux classes de bourgeois, dont l'une aurait été exclue des bénéfices accordés à l'autre. Cette difficulté a été levée dès lors, puisque la commune de Lausanne, comme beaucoup d'autres dans le canton, a renoncé au principe des répartitions communales, ce qui tend à faciliter maintenant la reprise du projet d'union de la B. F. avec la bourgeoisie de Lausanne, de nature à constituer dans le ménage de la Ville l'unité d'administration désirable.



Cette fusion aurait aussi pour résultat d'éviter, de part et d'autre, la naissance de conflits, comme on en avait vu surgir entre la Commune et les réfugiés dans un passé récent. Ainsi celui qui naquit en 1834 du fait que la municipalité de Lausanne avait retiré à la B. F. la faculté de pouvoir, comme du passé, faire des collectes dans les temples. La Commune plaidait, non sans quelque apparence de raison, que cette autorisation à bien plaie n'avait plus de raison d'être puisque la Bourse communale des pauvres était en déficit, alors que celle des réfugiés réalisait des économies. Ceux-ci estimaient en revanche que l'équité, plus que le droit strict, parlait pour eux, d'autant plus qu'une part du produit des collectes sortait de leur poche. On abandonna, d'ailleurs, l'idée de faire trancher cette affaire juridiquement.

En 1848, encore, la Municipalité voulut retirer l'usage des salles de l'Hôtel-de-Ville aux assemblées de la B. F. ou, tout au moins, signifier le bien plaie en exigeant que cet usage fut demandé par écrit. Les directeurs manifestèrent à cet égard quelque surprise. Ils estimaient que la Maison-de-Ville étant un édifice élevé pour la gestion des intérêts publics de la cité de Lausanne, il devait servir, de même, à une institution portant un titre officiel et qui se trouvait en fait former une commune dans le sein de celle de Lausanne et sur son sol.

Ces petits démêlés, sans importance considérable, faisaient néanmoins toucher du doigt l'inconvénient de la situation anormale de la B. F. et établissaient la convenance qu'il y aurait à l'amalgamer à la bourgeoisie de Lausanne. On n'y parvint pas du premier coup.

Le 20 avril 1848 déjà, M. le syndic Dapples<sup>1</sup> présenta à la

<sup>1</sup> Edouard Dapples fut syndic de Lausanne à deux reprises, 1<sup>o</sup> de 1842 à 1848, 2<sup>o</sup> de 1857 à 1867.

Municipalité un préavis concluant à la fusion, mais ce corps s'émut à l'idée d'une innovation aussi fondamentale ; il lui semblait dangereux de prononcer en une fois l'agrégation à la Bourgeoisie de plusieurs centaines de candidats, sans que les conditions financières provenant de cette mesure eussent été établies avec précision.

Il fallait, disait-on, connaître, au préalable, 1° le rapport proportionnel des bourgeois de Lausanne à la Bourse communale des pauvres bourgeois, et 2° celui des ressortissants de la B. F. au capital géré par leur Direction.

Malgré les difficultés de plus d'une sorte, soulevées par ce problème, la Direction française rédigea un rapport propre à servir de base à des négociations, qui ne furent cependant pas poursuivies, car c'est seulement onze ans plus tard que le projet fut repris avec succès.

Pour des causes qu'il serait trop long d'expliquer ici, le nombre des ressortissants français était alors en décroissance, tandis que les fonds de la B. F. allaient en augmentant. Le nombre des premiers qui s'élevait à un millier un siècle auparavant était tombé à 616 au moment où nous sommes arrivés. Pareillement, le nombre des assistés, d'abord de 462, puis de 248, cent ans plus tôt, était de 33 seulement en dernier lieu, de sorte que la Direction pouvait consacrer à l'assistance des indigents qui lui incombait, la moitié seulement du revenu d'un capital qui dépassait alors 250,000 fr.

On peut donc admettre que l'intérêt financier de l'opération en suspens devait être plus avantageux à la commune de Lausanne qu'aux ressortissants français, lesquels, perdus dans la masse, pouvaient craindre une protection moins efficace de leurs intérêts, et, risquaient même, dans le cas d'un retour en France, de perdre les faveurs que la loi résér-



vait dans ce pays aux descendants des réfugiés français pour cause de religion <sup>1</sup>.

Mais la question ne se présentait pas uniquement sous l'angle du profit pécuniaire. Les ressortissants français étaient surtout inspirés du vif désir de ne plus faire qu'un avec des compatriotes qu'ils connaissaient et aimaient dès leur enfance. Et la bourgeoisie de Lausanne, de son côté, ne pouvait se refuser à mettre le dernier sceau à l'œuvre excellente, commencée 160 ans auparavant, envers des coreligionnaires chassés de leur pays par une persécution haïssable. Les nouveaux venus, nous l'avons rappelé, avaient sans cesse concouru, par leur travail et leur industrie, à la prospérité de la Ville, aussi le moment était-il arrivé, où des rapports mutuels d'estime et de bienveillance demandaient à être consacrés par les liens de la combourgeoisie.

« Achever ainsi franchement, ajoute, en manière de conclusion, l'auteur du substantiel mémoire dont nous avons essayé de donner une idée, la réparation d'une grande injustice, née du despotisme royal, est aussi conforme à l'esprit chrétien que nous professons, qu'à l'esprit républicain, dont nous nous faisons gloire. »

La fusion de la Corporation française dans la bourgeoisie de Lausanne, proposée de nouveau par la municipalité de Lausanne, présidée par M. le syndic Dapples, en date du 12 décembre 1859, fut enfin votée par le Conseil communal,

<sup>1</sup> Suivant une loi du 9 décembre 1790, rendant aux descendants des réfugiés tous les droits attachés à la qualité de Français moyennant qu'ils rentrassent en France pour s'y fixer et prêter le serment civique, beaucoup de familles protestantes, nobles et bourgeoises, réclamèrent le bénéfice de cette loi et, de nos jours encore, il n'est pas rare d'en voir qui suivent cet exemple. Ce fut le cas de Benjamin Constant.



présidé par M. F. Pidou, le 19 décembre suivant <sup>1</sup>. Le Conseil administratif de la Corporation française avait alors à sa tête M. François Tesse, comme nous l'avons dit en commençant.

Disons encore, avant de poser la plume, que M. Roger Roux, docteur en droit, actuellement juge au tribunal civil de Belfort, que des liens de parenté unissent à notre pays, a, lui aussi, consacré sous le titre : *Une œuvre charitable française à Lausanne en 1687*, un mémoire traitant du sujet qui vient de nous occuper. Cette brochure <sup>2</sup>, inspirée par un sentiment de reconnaissance envers les Lausannois, contemporains du Refuge, prendra place parmi les meilleures pages écrites sur ces temps déjà lointains. Nous sommes heureux de le constater au terme de cette incursion dans un passé digne de mémoire, un peu artificiellement évoqué, nous l'avouons, à propos de la médaille du major de Montrond.

W. de CHARRIÈRE de SÉVERY.

---

<sup>1</sup> Le rapport au Conseil communal sur la fusion dont il s'agit, fut présenté par M. Ch. Carrard, ancien juge au tribunal d'appel.

Le Grand Conseil vaudois, de son côté, donna sa sanction aux conventions passées entre les parties, le 24 décembre de la même année.

<sup>2</sup> Paris, Librairie Fischbacher, 1907.